



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

January 29, 2026

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a voté le 29 janvier pour renouveler le mandat du BINUH pour un an jusqu'au 31 janvier 2027, assurant la continuité institutionnelle à travers de nouveaux mandats sur le soutien à la détention préventive, la gestion des détenus à haut risque, et un rapport d'options DDR à 90 jours. Le Conseil Electoral Provisoire a signé un accord de coopération électorale avec l'Institut National Electoral du Mexique le 28 janvier pour renforcer la capacité technique pour les élections d'août, bien que les conditions de sécurité demeurent la contrainte contraignante. La CARICOM a publié une déclaration le 27 janvier avertissant que la fragmentation politique "ne profite qu'aux gangs" tandis qu'une tentative de destituer le coordonnateur du CPT Laurent Saint-Cyr a été avortée le 29 janvier après que Smith Augustin s'est opposé à la manuvre. Avec neuf jours jusqu'à l'expiration du mandat du CPT le 7 février 2026, l'axe exécutif Saint-Cyr/Fils-Aimé se consolide comme le gouvernement de continuité probable, mais la légitimité constitutionnelle reste contestée en l'absence d'un accord politique négocié.



RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

Le mandat du BINUH a été renouvelé pour un an avec des mandats élargis de planification DDR et de soutien au secteur judiciaire.

L'accord de coopération électorale CEP-Mexique a été signé mais l'élection du 30 août est conditionnée aux améliorations de sécurité.

La CARICOM avertit que les luttes politiques profitent aux gangs et appelle au consensus des parties prenantes. La tentative avortée de destituer le coordonnateur du CPT Saint-Cyr confirme l'effondrement de la coalition de destitution à cinq membres.

Neuf jours restent jusqu'à l'expiration du mandat du CPT le 7 février sans cadre successeur consensuel.

DÉVELOPPEMENT 1: Le Conseil de Sécurité de l'ONU Renouvelle le Mandat du BINUH Jusqu'en Janvier 2027 Avec des Mandats Élargis de Justice et DDR

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a voté à l'unanimité le 29 janvier pour étendre le mandat du Bureau Intégré des Nations Unies en Haïti pour un an jusqu'au 31 janvier 2027, marquant un retour aux renouvellements annuels standards après l'extension d'urgence de six mois et demi en juillet 2025. La résolution rédigée par le Panama et les États-Unis en tant que co-porteurs maintient le mandat principal du BINUH établi dans la Résolution 2476 (2019) incluant les conseils politiques, le soutien aux processus politiques dirigés par les Haïtiens, le renforcement de la bonne gouvernance, l'avancement des droits de l'homme, la promotion de l'égalité des sexes, et le renforcement des capacités de la PNH. L'ambassadrice américaine Jennifer Locetta a déclaré que le BINUH sera intégral aux efforts internationaux de stabilité soulignant le rôle de la mission dans la préparation électorale et le soutien à la transition démocratique.

La résolution contient trois nouvelles dispositions significatives élargissant le champ opérationnel du BINUH. Premièrement, elle charge la mission d'aider les autorités haïtiennes à aborder la détention préventive prolongée par le soutien aux institutions pertinentes, langage inséré à la demande du Danemark étant donné des milliers de détenus attendant leur procès depuis des années. Deuxièmement, anticipant les arrestations potentielles de chefs de gangs de haut niveau par la Force de Suppression des Gangs, la résolution autorise le BINUH à fournir un soutien consultatif pour la gestion par le système judiciaire haïtien des individus à haut risque selon les besoins, reflétant les préoccupations des États membres concernant les lacunes de capacité du système

correctionnel et judiciaire. Troisièmement, la résolution demande au Secrétaire Général de soumettre un rapport dans 90 jours décrivant une gamme complète d'options et leurs coûts pour le soutien onusien et international à la programmation de Désarmement, Démantèlement et Réintégration dirigée par les Haïtiens ainsi que la réforme de la justice, le renforcement de la surveillance interne, et les mesures de responsabilisation.

Le mandat DDR positionne le BINUH pour coordonner la planification de stabilisation post-conflit alors que les forces de sécurité établissent le contrôle territorial, bien que la mise en œuvre demeure conditionnée au financement qui a échappé à la mission depuis des années. Le Secrétaire Général de la CARICOM avait plaidé auprès du Conseil de sécurité le 26 janvier pour assurer le financement de la mission haïtienne, soulignant que le renouvellement du mandat sans ressources adéquates limiterait l'efficacité. La décision d'étendre le BINUH pour une année complète plutôt qu'une autre extension à court terme reflète l'évaluation du Conseil que la transition d'Haïti restera fragile bien au-delà du 7 février et nécessite un engagement politique international soutenu à travers 2026 et jusqu'en 2027.

Cependant, le renouvellement du mandat n'aborde pas la crise de gouvernance immédiate. Les bons offices du BINUH peuvent faciliter le dialogue, mais avec neuf jours jusqu'à l'expiration du mandat non renouvelable du CPT et aucun cadre successeur consensuel, la mission fait face à la perspective d'opérer dans un vide institutionnel. Le dilemme opérationnel a été souligné par la déclaration de la CARICOM du 27 janvier exprimant une grande préoccupation concernant les troubles internes se déroulant aux plus hauts niveaux de l'État haïtien et avertissant que l'impasse actuelle au sein du Conseil Présidentiel de Transition haïtien rend plus complexe un processus de transition de gouvernance déjà difficile.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le BINUH a été établi en 2019 comme mission politique spéciale remplaçant la présence de maintien de la paix de l'ONU de 15 ans en Haïti. Le mandat de la mission a été renouvelé périodiquement avec des ajustements reflétant les défis politiques et sécuritaires évolutifs d'Haïti, incluant la transition du maintien de la paix armé vers l'accompagnement politique et le renforcement des capacités.

POINTS DE DISCUSSION

Le renouvellement du mandat du BINUH assure la continuité institutionnelle jusqu'en janvier 2027 mais ne résout pas le vide de gouvernance du 7 février.

Le nouveau mandat de planification DDR crée un cadre pour la programmation post-stabilisation en attente de disponibilité de financement.

Les mandats de soutien à la détention préventive et aux détenus à haut risque élargissent le BINUH dans les lacunes du secteur judiciaire.

Le vote unanime du Conseil de sécurité reflète l'engagement international soutenu malgré la fragmentation politique.

Le rapport d'options DDR à 90 jours dû le 29 avril décrira les exigences de ressources pour la programmation de désarmement.

L'efficacité de la mission est conditionnée à un financement adéquat qui demeure gravement sous-financé selon la performance de l'appel humanitaire 2025.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations internationales devraient se préparer aux opérations du BINUH dans un scénario de vide institutionnel post-7 février.

Les gouvernements donateurs devraient accélérer les engagements de financement pour les mandats de planification DDR et de soutien au secteur judiciaire.

Le BINUH devrait accélérer la préparation du rapport d'options DDR à 90 jours pour respecter la date limite du 29 avril.

Les partenaires de soutien électoral devraient coordonner avec le BINUH sur l'assistance technique au CEP étant donné les dépendances du calendrier du 30 août.

Les acteurs humanitaires devraient planifier pour les perturbations opérationnelles potentielles si le vide de gouvernance du 7 février déclenche une détérioration sécuritaire.

Les parties prenantes du secteur privé devraient surveiller la mise en œuvre du mandat du BINUH comme indicateur de la durabilité de l'engagement international.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 2: Le CEP Signe un Accord de Coopération Électorale Avec l'Institut National Electoral du Mexique pour Renforcer la Capacité Technique

Le Conseil Electoral Provisoire a signé un protocole de coopération avec l'Instituto Nacional Electoral du Mexique le 28 janvier établissant un cadre d'assistance technique pour renforcer la capacité d'Haïti à organiser les élections du premier tour du 30 août. Le président du CEP Jacques Desrosiers et l'ambassadeur mexicain en Haïti José de Jesús Cisneros Chávez ont formalisé l'accord prévoyant l'échange de connaissances, la formation, et l'accompagnement technique en gestion électorale. Le partenariat se concentre sur cinq domaines principaux: le renforcement des capacités pour les opérateurs électoraux, la gestion et la mise à jour du registre électoral, l'intégration technologique dans la gestion électorale, les ateliers de formation pré-électorale, et l'adhésion aux meilleures pratiques pour la gestion sécurisée des matériaux et les processus de production sans écart.

Le Mexique apporte des références substantielles au partenariat. L'INE a douze ans d'expérience dans la gestion des élections et opère des installations d'impression à émission centrale sécurisée produisant des millions de cartes d'identité d'électeurs mexicains employant les meilleures pratiques de l'industrie pour la gestion sécurisée des matériaux et les processus avancés d'audit et de contrôle. Le Mexique a précédemment soutenu la production de cartes d'identité d'électeurs haïtiens à travers l'OEA en 2021 sous un contrat de 1,5 million de dollars qui a exploité l'infrastructure de l'INE au Mexique pour produire des cartes d'identité nationales haïtiennes pour utilisation comme identification obligatoire dans les élections. L'accord du 28 janvier étend cette relation dans un soutien complet à l'administration électorale positionnant le Mexique comme partenaire technique clé aux côtés de l'assistance politique et logistique du BINUH au CEP.

L'ambassadeur Cisneros Chávez a déclaré que l'accord contribuera à l'organisation d'élections réussies capables de poser les fondations pour la normalisation institutionnelle dans le pays, soulignant que seules des élections crédibles peuvent briser le cycle haïtien de gouvernements transitoires. Le président du CEP

Desrosiers a affirmé que le protocole vise à établir un cadre solide pour soutenir les efforts dans l'administration électorale et que seules les institutions renforcées par une coopération inter-institutionnelle rigoureuse peuvent garantir des élections libres et transparentes. Le timing est stratégique avec le calendrier électoral projetant le 30 août pour le vote du premier tour nécessitant un soutien technique immédiat pour finaliser les mises à jour du registre des électeurs, procurer les matériaux, former les opérateurs, et établir les systèmes logistiques à travers les dix départements d'Haïti.

Cependant, l'accord n'aborde pas la contingence fondamentale du calendrier électoral. Le CEP a explicitement conditionné la date du 30 août à l'atteinte d'un environnement de sécurité acceptable, et avec les gangs contrôlant 80-90 pour cent de Port-au-Prince et s'étendant dans les régions greniers, ce prérequis demeure insaisissable. Le partenariat Mexique-CEP fournit la capacité technique, mais l'exécution électorale dépend de la Force de Suppression des Gangs atteignant des gains de contrôle territorial qui ont jusqu'à présent été limités à des quartiers isolés. L'implication opérationnelle est que même avec l'assistance technique mexicaine, le CEP ne peut pas organiser de manière crédible des élections dans les zones contrôlées par les gangs, créant un scénario où les élections pourraient se dérouler dans les zones sécurisées tout en excluant les circonscriptions de Port-au-Prince et de l'Artibonite, une élection partielle qui manquerait de légitimité.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le Mexique a soutenu les processus électoraux haïtiens depuis 2021 à travers l'infrastructure d'impression sécurisée de l'INE et l'expertise technique. Le partenariat s'appuie sur la tradition plus large de solidarité latino-américaine du Mexique et la réputation régionale de l'INE pour l'intégrité électorale, positionnant le Mexique comme partenaire non colonial crédible pour la transition démocratique d'Haïti.

POINTS DE DISCUSSION

L'accord CEP-Mexique renforce la capacité technique mais ne résout pas la contingence de sécurité pour les élections du 30 août.

L'INE du Mexique apporte douze ans d'expérience de gestion électorale et des capacités de production sécurisée de cartes d'identité d'électeurs.

Le partenariat se concentre sur la gestion du registre, la formation des opérateurs, l'intégration technologique, et la sécurité des matériaux.

L'accord étend la relation coordonnée par l'OEA de 2021 dans un soutien complet à l'administration électorale. Le calendrier électoral conditionne explicitement la date du 30 août à un environnement de sécurité acceptable non encore atteint.

Le contrôle des gangs de 23 communes et 80-90 pour cent de Port-au-Prince rend les opérations impossibles dans ces zones.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Le CEP devrait établir un calendrier de mise en œuvre immédiat pour les livrables d'assistance technique Mexique-INE.

Les donateurs internationaux devraient coordonner le financement électoral à travers le partenariat mexicain pour éviter la duplication.

Le CEP devrait préparer des scénarios de contingence pour des élections partielles dans les zones sécurisées si

le contrôle des gangs persiste.

Le BINUH devrait intégrer le soutien électoral avec la planification opérationnelle de la Force de Suppression des Gangs pour aligner les calendriers.

Le secteur privé devrait surveiller la mise en œuvre CEP-Mexique comme indicateur de la crédibilité de l'élection du 30 août.

Les organisations de la diaspora devraient engager le CEP sur les procédures d'inscription des électeurs pour les circonscriptions externes.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 3: La CARICOM Avertit Que la Fragmentation Politique Profite aux Gangs Alors Que la Tentative Avortée de Destituer le Coordonnateur du CPT Confirme l'Effondrement de la Coalition

La CARICOM a publié une déclaration le 27 janvier exprimant une grande préoccupation concernant les troubles internes se déroulant aux plus hauts niveaux de l'État haïtien et avertissant que l'impasse actuelle au sein du Conseil Présidentiel de Transition haïtien rend plus complexe un processus de transition de gouvernance déjà difficile. Le langage de l'organisme régional a porté une force particulière déclarant qu'entre-temps le peuple d'Haïti continue de souffrir de violence et de privation inimaginables ce qui est inacceptable. La CARICOM a souligné qu'il est crucial que les parties prenantes mettent de côté les différences pour atteindre un consensus et a confirmé que le Groupe de Personnalités Éminentes de la CARICOM reste à la disposition de toutes les parties prenantes pour faciliter l'accord parmi la multiplicité de propositions qui existent actuellement.

L'avertissement le plus pointu de la CARICOM a ciblé les conséquences stratégiques de l'infighting politique continu. La déclaration a affirmé que l'espoir principal de la CARICOM est un arrêt de la fragmentation actuelle qui ne profite qu'aux gangs, et pour la restauration de la stabilité politique durable, de la sécurité et de la paix en Haïti afin que les élections puissent avoir lieu et l'attention recentrée sur la croissance économique et le développement durable pour le bénéfice de tous les Haïtiens. La déclaration a conclu avec un appel direct appelant toutes les parties prenantes haïtiennes à mettre l'avenir de leur peuple et de leur pays au-dessus de tout le reste et à agir de manière responsable avec urgence et patriotisme.

Dans ce contexte, deux médias haïtiens ont rapporté le 29 janvier qu'une tentative de destituer le coordonnateur du CPT Laurent Saint-Cyr a été avortée après que le membre du CPT Smith Augustin s'est opposé à la manœuvre. La signification stratégique est profonde. Saint-Cyr en tant que président pro tempore du CPT contrôle la transmission des résolutions au Moniteur, la gazette officielle où les décisions gouvernementales acquièrent force légale. La majorité à cinq membres du CPT n'a pas pu publier leur résolution du 21 janvier destituant le Premier ministre Fils-Aimé parce que Saint-Cyr refuse de la transmettre. Destituer Saint-Cyr aurait théoriquement permis aux cinq membres d'installer un nouveau coordonnateur disposé à publier la résolution de destitution, mais l'opposition d'Augustin cohérente avec son renversement de janvier lorsque son parti Compromis Historique a désavoué sa participation dans l'effort de destitution a fracturé cette stratégie.

La tentative avortée de destitution suggère que la coalition à cinq membres est politiquement épuisée. Deux

membres ont été sanctionnés par les États-Unis le 25 janvier avec des révocations de visa pour implication dans les opérations de gangs. Fritz Alphonse Jean a été sanctionné en novembre 2025. Augustin a été désavoué par son parti et s'oppose maintenant à une déstabilisation supplémentaire. Emmanuel Vertilaire représentant le parti Pitit Dessalines de Moïse Jean-Charles s'est fonctionnellement aligné avec l'axe exécutif Saint-Cyr/Fils-Aimé malgré l'opposition de son chef de parti. L'effondrement de la coalition de destitution laisse Saint-Cyr et Fils-Aimé comme le gouvernement de continuité de facto, mais leur position manque de fondement constitutionnel post-7 février en l'absence d'un accord politique négocié.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le CPT a été établi en avril 2024 avec un mandat non renouvelable expirant le 7 février 2026 pour gérer la transition d'Haïti suivant l'assassinat du président Moïse et l'effondrement politique subséquent. Les divisions internes ont paralysé le conseil depuis sa création avec des factions concurrentes alignées avec différents partis politiques et patrons étrangers sapant l'efficacité de la gouvernance.

POINTS DE DISCUSSION

La CARICOM avertit que la fragmentation politique ne profite qu'aux gangs nécessitant un consensus urgent des parties prenantes.

La tentative avortée de destitution de Saint-Cyr confirme l'épuisement politique de la coalition de destitution à cinq membres.

Saint-Cyr contrôle la transmission au Moniteur bloquant la publication de la résolution de destitution de Fils-Aimé.

L'opposition de Smith Augustin à la manuvre de destitution suit le désaveu du parti et marque un renversement stratégique.

Les sanctions américaines du 25 janvier sur deux membres du CPT affaiblissent davantage le levier de la coalition de destitution.

Le Groupe de Personnalités Éminentes de la CARICOM reste disponible pour faciliter les négociations mais manque de mécanisme d'application.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les acteurs politiques devraient engager la médiation du GPE de la CARICOM dans les neuf jours finaux avant la date limite du 7 février.

Les partenaires internationaux devraient coordonner la messagerie soulignant la dynamique bénéficiaire des gangs de l'infighting continu.

Saint-Cyr et Fils-Aimé devraient annoncer un cadre de continuité post-7 février pour prévenir le vide institutionnel.

Le secteur privé devrait se préparer au scénario de gouvernement de transition Saint-Cyr/Fils-Aimé comme résultat le plus probable.

Les organisations de la société civile devraient mobiliser la pression publique pour un accord politique négocié avant le 7 février.

Les communautés de la diaspora devraient exploiter les réseaux familiaux pour communiquer l'urgence du consensus politique aux acteurs basés en Haïti.

CONFIANCE

Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 4: Saint-Cyr et Fils-Aimé se Consolident Comme Gouvernement de Continuité Post-7 Février Probable Malgré l'Ambiguïté Constitutionnelle

Avec neuf jours jusqu'à l'expiration du mandat du CPT le 7 février 2026, Laurent Saint-Cyr et le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé se sont consolidés comme l'axe exécutif de facto susceptible de former un gouvernement de transition en l'absence d'un accord politique négocié. La tentative avortée du 29 janvier de destituer Saint-Cyr confirme son contrôle sur la transmission au Moniteur et élimine le dernier levier de la coalition à cinq membres pour publier la résolution de destitution. L'ancien président intérimaire Jocelerme Privert a argumenté le 26 janvier qu'il n'y aura pas de vide institutionnel après le 7 février parce que la constitution permet au premier ministre et au gouvernement de continuer si aucune autorité successeuse n'est installée, fournissant une couverture légale pour un gouvernement de transition Fils-Aimé.

La consolidation Saint-Cyr/Fils-Aimé reflète le soutien international et l'épuisement politique domestique. Les États-Unis et le Canada ont constamment soutenu Fils-Aimé et se sont opposés à l'effort de destitution, avec le Secrétaire d'État Rubio déclarant le 23 janvier que le CPT doit être dissous avant le 7 février. Les révocations de visa américaines du 25 janvier ciblant deux membres du CPT qui ont soutenu la destitution ont davantage affaibli la coalition d'opposition. L'alignement fonctionnel d'Emmanuel Vertilaire avec Saint-Cyr malgré l'opposition de son chef de parti indique l'érosion du bloc de destitution. Le renversement de Smith Augustin après le désaveu du parti retire un autre vote potentiel pour la destitution de Saint-Cyr.

Cependant, la légitimité constitutionnelle d'un gouvernement de transition Saint-Cyr/Fils-Aimé post-7 février reste contestée. Le mandat du CPT est explicitement non renouvelable et se termine le 7 février sans disposition pour l'extension. Bien que l'interprétation de Privert que le premier ministre peut continuer dans une capacité de transition ait un précédent constitutionnel, cela créerait un gouvernement sans chef d'État, une situation anormale dans le système semi-présidentiel d'Haïti. Les partis politiques qui se sont opposés à la nomination de Fils-Aimé ou ont soutenu l'effort de destitution peuvent refuser de reconnaître un gouvernement de transition manquant d'autorisation du CPT, bien que leur capacité à le contester opérationnellement soit limitée étant donné le contrôle de Saint-Cyr sur le Moniteur et le soutien international pour la continuité exécutive.

Les acteurs de la société civile ont publié une déclaration publique le 28 janvier avertissant que si aucune solution responsable et inclusive n'est convenue avant le 7 février, Haïti risque d'entrer dans une nouvelle phase de vide institutionnel, de violence et de chaos avec des conséquences non seulement pour les Haïtiens mais pour les Caraïbes plus larges, les Amériques et la communauté internationale. La Conférence Nationale des Acteurs pour une Nouvelle Gouvernance a envoyé une lettre à la Secrétaire Générale de la CARICOM Dr. Carla Barnett le 23 janvier sollicitant une intervention pour établir un cadre impartial et inclusif pour initier des négociations parmi les diverses parties prenantes d'Haïti. La convergence du renouvellement du mandat du CSNU, de l'alarme de la CARICOM, et des appels de la société civile crée une pression diplomatique maximale sur la classe politique haïtienne pour négocier un cadre de transition dans les neuf jours finaux, mais aucune percée n'a matérialisé au 29 janvier et la continuité Saint-Cyr/Fils-Aimé apparaît comme le résultat par défaut.



CONTEXTE HISTORIQUE

L'histoire d'Haïti des gouvernements transitoires inclut de multiples instances d'administrations de transition opérant dans des zones grises constitutionnelles suivant les destitutions présidentielles ou expirations de mandat. La crise actuelle fait écho à la transition post-Martelly de 2016 lorsque le président intérimaire Privert a étendu son mandat au-delà des limites constitutionnelles, bien que cette situation ait impliqué un parlement fonctionnel qui n'existe pas en 2026 avec les élections législatives retardées depuis 2019.

POINTS DE DISCUSSION

La consolidation Saint-Cyr/Fils-Aimé représente le scénario de continuité post-7 février le plus probable.

L'interprétation constitutionnelle permet au premier ministre de continuer dans une capacité de transition en attendant l'installation du successeur.

Le soutien des États-Unis et du Canada fournit la légitimité internationale malgré l'opposition domestique.

La coalition de destitution à cinq membres est politiquement épuisée après les sanctions et les désaveux de partis.

La société civile avertit des risques de vide institutionnel mais manque de mécanismes pour forcer les négociations politiques.

Neuf jours restent pour un accord politique mais la continuité Saint-Cyr/Fils-Aimé apparaît comme le résultat par défaut.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations internationales devraient préparer des plans opérationnels pour l'engagement avec le gouvernement de transition Saint-Cyr/Fils-Aimé.

Les entreprises devraient traiter la continuité Saint-Cyr/Fils-Aimé comme scénario de base pour la planification du 7 février.

Les acteurs politiques devraient communiquer des signaux clairs de reconnaissance ou de non-reconnaissance pour gérer les attentes des parties prenantes.

La CARICOM devrait intensifier les efforts de médiation du GPE dans les neuf jours finaux pour négocier un accord politique si possible.

Les organisations de la société civile devraient mobiliser la surveillance publique des revendications de légitimité post-7 février.

Les communautés de la diaspora devraient se préparer à un pic potentiel d'instabilité si la légitimité contestée déclenche des protestations de rue ou l'exploitation des gangs.



CONFIANCE



Confiance modérée basée sur des rapports institutionnels partiels.

À SURVEILLER

PROCHAINES 24 À 48 HEURES

Le décompte officiel des votes du CSNU et la publication du texte de résolution pour le renouvellement du mandat du BINUH avec le détail complet des dispositions.

Si Saint-Cyr et Fils-Aimé annoncent un cadre formel de gouvernement de transition post-7 février ou maintiennent l'ambiguïté stratégique.

La réponse de la coalition du CPT à cinq membres à la tentative avortée de destitution incluant tout effort final pour publier la résolution de destitution.

CETTE SEMAINE

Les premiers livrables de mise en œuvre de l'accord de coopération électorale CEP-Mexique incluant les calendriers de formation et les délais de mise à jour du registre.

L'activité du Groupe de Personnalités Éminentes de la CARICOM incluant toute diplomatie navette ou sessions de médiation formelles dans les neuf jours finaux.

Si les partis politiques publient des déclarations reconnaissant ou rejetant la légitimité post-7 février de Saint-Cyr/Fils-Aimé.

Des sanctions américaines ou canadiennes additionnelles ou des déclarations politiques avant la date limite du 7 février.

HORIZON STRATÉGIQUE

L'adhésion au calendrier de déploiement de la Force de Suppression des Gangs avec les engagements de troupes des pays partenaires et le jalon des services de soutien du BINUH du 1er février de l'UNSOH.

Le tempo opérationnel de la PNH sur le dégagement des barrages routiers RN1, RN2, RN3 suivant l'engagement du 25 janvier CPT-PM-PNH pour la reconquête du territoire national.



La volatilité du taux de change de la gourde au-delà du seuil de 133-135 HTG/USD signalant la fuite des capitaux ou l'effondrement de la confiance si le vide du 7 février se matérialise.

La mobilisation de la société civile incluant les protestations ou manifestations avant le 7 février exprimant l'opposition publique au gouvernement de transition contesté.

Le rapport d'options DDR à 90 jours du Secrétaire Général dû le 29 avril décrivant le soutien au programme de désarmement et les coûts.

SOURCES PRIMAIRES

Rapport du Conseil de Sécurité de l'ONU - Vote sur le Renouvellement du Mandat du BINUH

Mission des États-Unis auprès des Nations Unies - Explication de Vote Suivant l'Adoption de la Résolution du BINUH

BINUH - Discours du RSSG au Briefing du Conseil de Sécurité

CARICOM - Déclaration sur les Troubles en Cours dans l'Exécutif Haïtien

Haiti Libre - Le CEP Signe un Protocole de Coopération Avec l'INE du Mexique

Le National - Accord de Coopération Électorale CEP et INE du Mexique

Info Haiti - Tentative Avortée de Destituer le Coordonnateur du CPT Laurent Saint-Cyr

AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

Gazette Haiti - Les Conseillers Présidentiels Confirment Leur Décision de Révoquer le PM

Le Nouvelliste - Déclarations de Jocelerme Privert sur la Continuité Institutionnelle

Nevis Pages - Un Groupe Haïtien Sollicite l'Intervention de la CARICOM Parmi les Efforts de Destitution du PM

LinkedIn - Déclaration Publique sur le Mandat de Médiation Indépendante pour Haïti

Reuters - L'ONU Évacue le Personnel Alors Que les Gangs Approfondissent le Contrôle de la Capitale

The New Humanitarian - Analyse en Profondeur de la Force de Suppression des Gangs en Haïti

Ambassade des États-Unis en Haïti - Alerte de Sécurité sur les Restrictions d'Accès à Port-au-Prince

Trading Economics - Données du Taux de Change de la Gourde Haïtienne